

Le négationnisme économique dossier *Les Echos*, 9 septembre 2016



C'est le livre qui relance la guerre entre économistes « orthodoxes » et « atterrés ». Pour Pierre Cahuc et André Zylberberg, les intellectuels anti-capitalistes, en refusant de publier dans les revues scientifiques et d'être jugés par leurs pairs, ont une démarche comparable à celle des climato-sceptiques.

Le pamphlet qui relance la guerre entre économistes Gérard Moatti



Convaincus que l'économie devient de plus en plus une science exacte, Cahuc et Zylberberg sonnent la charge contre les économistes hétérodoxes.

Ce livre est, en bonne et due forme, une déclaration de guerre. Contre qui ? Essentiellement, mais pas seulement, contre les économistes « hétérodoxes », qui accusent leurs collègues du camp adverse - le courant majoritaire néolibéral, dit « mainstream » - d'être aveuglés par leur foi inconditionnelle dans l'efficacité des marchés, et de servir les intérêts des « dominants ». Nos deux auteurs, qui se rangent du côté des « orthodoxes », déploient contre leurs adversaires une argumentation serrée et s'attachent à réfuter au passage quelques idées reçues.

L'économie, disent-ils, est une science. Elle recourt, chaque fois qu'elle le peut, à la méthode expérimentale. Comme dans les autres sciences, toute avancée de la recherche doit être soumise à une « évaluation par les pairs », dans une revue internationalement reconnue. Les hétérodoxes, qui refusent ces procédures et contestent leurs résultats, ne sont, aux yeux des auteurs, que de « faux savants », qui s'obstinent à accréditer des contre-vérités. Ils ne sont pas les seuls : l'ouvrage rappelle, preuves à l'appui, que les grandes entreprises et les lobbys patronaux savent très bien financer des « recherches » prétendument objectives, uniquement destinées à servir leurs intérêts.

Dans le sens des thèses libérales

La science étant politiquement neutre, les résultats de la « méthode expérimentale » s'accordent parfois avec les thèses hétérodoxes. On montre ainsi qu'une forte hausse du salaire minimum n'a pas nécessairement d'effet négatif sur l'emploi : au début des années 1990, une telle hausse a eu lieu dans l'Etat américain du New Jersey. On a comparé l'évolution de l'emploi dans les fast-foods de cet Etat avec ceux de la Pennsylvanie voisine, où le salaire minimum n'avait pas bougé : contrairement aux attentes, l'effet sur l'emploi

s'est révélé légèrement positif dans le New Jersey. Mais cet effet s'inverse, préviennent les auteurs, quand le coût du travail au niveau du salaire minimum atteint ou dépasse la productivité des salariés - ce qui est le cas en France.

En général, cependant, l'application de la méthode expérimentale va plutôt dans le sens des thèses libérales. Elle permet, par exemple, de vérifier qu'une hausse de l'impôt nuit à l'activité, qu'un système financier libre et concurrentiel stimule la croissance, qu'une taxe sur les transactions financières peut accroître la volatilité des marchés, ou encore que les diverses versions de la « politique industrielle » menée à coups de subventions, de grands projets ou d'interventions sur le crédit aux entreprises sont en général vouées à l'échec.

Reste la question brûlante, en cette période préélectorale, de la durée du travail. Le passage aux 35 heures en 1997-1998 a-t-il créé des emplois ? Le chiffre de 350.000 postes supplémentaires figure dans un article très documenté publié en 2005 par la revue de l'Insee « Economie et Statistique ». Cahuc et Zylberberg, en s'appuyant sur des études comparatives menées en Allemagne, au Québec et en Alsace-Moselle, nient tout effet d'une baisse du temps de travail sur l'emploi. Qui croire ? De plus, quand on parle des 35 heures, s'agit-il uniquement de la durée du travail, ou aussi des autres changements qui ont accompagné la réforme (baisse des charges sociales, modération salariale...) ? Pour nos deux auteurs, il est impossible de faire la part de chacun de ces éléments. Les rédacteurs de l'article de l'Insee ne disent pas autre chose. De la difficulté de la méthode expérimentale en économie...

La méthode la moins mauvaise

C'est justement sur la question du statut de la « science économique » que le lecteur peut s'interroger. Les auteurs ont certes raison de rappeler les vertus de l'« évaluation par les pairs » et du consensus des experts, toute idéologie mise à part. « *La logique de la production scientifique*, écrivent-ils, *n'a rien à voir avec le fonctionnement de la démocratie.* » L'argument peut se retourner contre eux : il s'agit en effet de deux univers différents, et appliquer aux économistes extérieurs au « mainstream » le terme très connoté de « négationnistes », qui sous-entend leur exclusion du débat public, est assez peu démocratique. Ces hérétiques pourraient répliquer que les certitudes « scientifiques » du courant orthodoxe ne sont pas d'une solidité à toute épreuve, comme en témoigne le revirement récent des économistes du FMI, émettant aujourd'hui de sérieux doutes sur ce qu'ils recommandaient hier - la libre circulation des capitaux et les politiques d'austérité... Ils pourraient, surtout, rappeler que les idées nouvelles et fécondes ne sont pas toujours nées au cœur de l'économie « orthodoxe », mais dans les marges de la discipline (Herbert Simon et sa « rationalité limitée », Daniel Kahneman et son « économie comportementale », tous deux nobélisés sur le tard...). Enfin, la méthode expérimentale, sans doute la moins mauvaise pour approcher de la vérité, est-elle infallible ? Comment être sûr que, parmi les multiples facteurs, celui que l'on étudie agit « toutes choses égales par ailleurs » ? Cette méthode, disent les auteurs, est confortée par le formidable accroissement des données potentiellement disponibles - l'exploitation du Big Data. C'est vrai, mais il faut peut-être mettre la phrase au futur.

La science économique est-elle infaillible ? 6 économistes répondent

Kevin Badeau



Heyer, Lorenzi, Aghion, Bouzou, Giraud, Rivafoa

LE CERCLE/ENTRETIENS - Le livre que viennent de publier Pierre Cahuc et André Zylberberg, « Le négationnisme économique », secoue le monde des économistes. Les deux auteurs y avancent que l'économie est devenue une science exacte, donc peu susceptible d'être contestée. La réaction de six experts.

Un coup de tonnerre et une belle polémique. L'essai de Pierre Cahuc et André Zylberberg, « Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser » (dont voici les meilleurs extraits), sorti le 7 septembre, n'en finit pas de susciter les débats dans les milieux politiques et académiques. Les deux auteurs y dénoncent les économistes « anti-orthodoxes » qui remettent en cause les connaissances avérées de ce qu'ils considèrent comme une science exacte. Leur argument : en trois décennies l'économie a fait sa révolution devenant une science expérimentale avec les mêmes protocoles que la médecine ou la biologie. En d'autres termes, elle serait infaillible. Interrogés par « Les Echos », plusieurs personnalités du monde économique répondent.

Nicolas Bouzou : « L'économie n'est pas une science précise »



« Une science ne se définit pas par son objet, mais par sa méthode. Une théorie est considérée comme juste tant qu'elle n'est pas réfutée par les faits. Donc, Pierre Cahuc et André Zylberberg, dont j'ai adoré le livre, ont raison de penser que l'économie est une science. Et ce, en particulier, sur le marché du travail. On sait par exemple que la protection de l'emploi est défavorable aux créations de postes. On sait que la formation professionnelle est efficace lorsqu'elle s'adresse aux personnes éloignées de l'emploi. On sait aussi qu'augmenter un salaire minimum peu élevé crée des emplois, alors qu'accroître un smic trop haut en détruit. Toutefois, la science économique n'est pas une science précise. Qui peut dire à l'avance dans quelle proportion une hausse du salaire minimum va impacter l'emploi ? »

Jean-Hervé Lorenzi : « Trivial et naïf »



« Ce livre m'inspire deux mots : trivial et naïf. Trivial, car Pierre Cahuc et André Zylberberg ont raison de vouloir évaluer les politiques publiques de manière rigoureuse. Mais ça se termine souvent par des évidences. Par exemple, ils expliquent que les baisses de charges sociales sur les bas salaires créent plus d'emploi. Cela fait référence au CICE. Évidemment ! C'est « scientifiquement prouvé ». Là n'est pas la question. Ils devraient plutôt se demander si la création d'emplois peu qualifiés est bénéfique à l'économie. Ou alors tenter d'expliquer s'il vaut mieux baisser les charges sur les salaires plus élevés afin de monter en gamme la production industrielle française et relancer nos exportations.

Je trouve aussi que les deux auteurs font preuves de naïveté. En effet, ils pensent que l'économie politique se limite à quelques évaluations... Or son objectif est de comprendre le fonctionnement de l'économie mondiale. Et cela est bien plus compliqué. D'où vient le ralentissement de l'économie mondiale ? Y a-t-il risque de stagnation ? Cela suppose d'être capable de construire une représentation de ce système si complexe et si daté. Je leur suggère de relire leurs classiques, Adam Smith, John Maynard Keynes et d'y ajouter Robert Schiller et Hyman Linsky. Définitivement je préfère messieurs Cahuc et Zylberberg créatifs plutôt que parangons de vertu scientifique. »

Philippe Aghion : « Les études empiriques ne sont pas forcément transposables »



« Le problème n'est pas tant que la science économique soit exacte ou pas, c'est qu'elle nous permette de mieux comprendre les phénomènes économiques. Pour cela, les chercheurs élaborent des modèles qui cherchent à décrire des effets ou phénomènes, ou des interactions économiques, et à en comprendre la logique interne. Ces modèles génèrent des prédictions que les chercheurs testent par la suite en confrontant le modèle aux données du terrain. Et alors s'engage un va-et-vient entre modélisation et analyse empirique.

Je ne crois pas non plus qu'il faille ignorer les études scientifiques au principe qu'elles ne sont pas publiées dans les meilleures revues, comme semblent le sous-entendre Pierre Cahuc et André Zylberberg. Nouriel Roubini avait prévu la crise économique. A-t-il publié sa

thèse dans une "top revue" à l'époque ? Non. Par ailleurs, les meilleures revues scientifiques tendent à publier des études empiriques très bien identifiées, mais pas forcément transposables. En particulier, ce sont rarement des études sur les effets de politiques ou réformes systémiques. Faut-il alors renoncer à commenter sur les effets de telles réformes? »

Pierre-Noël Giraud : « En économie, l'expérience n'est jamais reproductible »



« L'économie n'est pas une science expérimentale, purement inductive et traitant des "faits" bruts qui ne sont que des statistiques, au sens de la médecine quand elle teste des médicaments. En effet, l'expérience en économie n'est jamais reproductible (sauf à la rigueur au micro niveau des expériences de moustiquaires à la Esther Duflo), elle ne peut jamais être « suffisamment » séparée de son environnement sociétal.

Ensuite, les données sont construites sur des théories et ne "voient" pas ce qui est en dehors. Enfin, en économétrie, corrélation n'est pas causalité... Cela exige qu'on laisse la place à des démarches plus déductives : idées nouvelles, modèles, construction des données, validation éventuelle. Les invectives épistémologiquement incultes de Pierre Cahuc et André Zylberberg, dans leur essai, visent à les étouffer. Pourquoi ? Ne dit-on pas qu'en tout ce qui est vivant, la diversité est une bonne chose ? »

Robin Rivaton : « Les corrélations masquent les comportements humains »



« Je suis plutôt d'accord avec André Zylberberg et Pierre Cahuc : aujourd'hui un grand nombre de travaux montrent qu'il existe des vérités générales en économie, notamment grâce aux nouveaux outils mathématiques que possèdent les chercheurs. Je me méfie toutefois de la volonté d'établir trop souvent des corrélations. Elles masquent les raisons des comportements humains (culturelles, sociétales, historiques...) derrière des abstractions économiques.

La réalité économique doit être mise au service des élus.

Je pense que les chercheurs ne doivent pas chercher à imposer leur vision du monde, mais seulement rendre compte d'une réalité. Cette réalité doit être mise au service de responsables élus qui font des choix faisant vivre une société avec ses comportements irrationnels. Ainsi, ce n'est pas parce que la consommation d'alcool est nocive pour la santé et coûteuse pour les comptes de la Sécurité sociale que l'alcool est surtaxé au nom des externalités négatives. Un dirigeant politique peut estimer que cette consommation est une habitude culturelle qui doit être préservée. »

Eric Heyer : « Les Hommes n'ont jamais les mêmes comportements »



« Comme l'expliquait Keynes, nous sommes animés par un "esprit animal". Nos décisions se font souvent au "feeling". Si l'économie était une science exacte, il faudrait alors considérer que les agents vont toujours réagir de la même manière, rationnelle, indépendamment du contexte et de la période étudiée. Or les Hommes n'ont jamais les mêmes comportements. Ils sont influencés par leurs croyances, leur confiance et leurs pressentiments.

Par ailleurs, une hypothèse scientifique doit être testée de très nombreuses fois et par un grand nombre d'équipes de chercheurs pour être prouvée. En chimie, c'est plus facile. On mélange deux produits et la réaction sera toujours la même, à condition que l'expérience se déroule dans le même environnement. Mais en économie, les expériences menées à petite échelle, en ne prenant pas en compte l'ensemble des interactions macroéconomiques, sont difficilement généralisables à l'ensemble de l'économie et donc ne rendent compte que d'une partie du problème. Les résultats sont donc toujours très partiels et incertains, dépendant des hypothèses et des variables retenues. Challenger en permanence la connaissance économique, c'est tout sauf être négationniste. »

« Le négationnisme économique » : les meilleurs extraits

Les extraits ci-dessous sont tirés de l'essai « Le négationnisme économique. Et comment s'en débarrasser », de Pierre Cahuc et André Zylberberg (Flammarion).

Pourquoi parler de négationnisme ?

« A partir des années 1950, l'industrie du tabac savait qu'elle fabriquait du poison, mais pour continuer à le vendre elle décida de fabriquer un autre produit tout aussi dangereux : le doute à l'encontre des faits établis. Ce négationnisme fut très efficace. Pour instiller le doute, l'industrie du tabac fustigeait la « pensée dominante » véhiculée par les articles parus dans les revues scientifiques. Pourtant, ces publications ont la particularité d'être passées au crible par les meilleurs spécialistes du domaine. Cette procédure est un des fondements de la démarche scientifique. Elle écarte les contributions incohérentes ou insuffisamment étayées par des faits. Peu importe, l'industrie du tabac affirmait que cette démarche avait surtout pour but de museler toute dissidence. L'industrie du tabac s'érigait ainsi en rempart contre la « pensée unique » !

« L'utilisation du terme « négationnisme » pour décrire les agissements des industriels du tabac peut sembler exagérée, voire déplacée. Il n'en est rien. Ce vocable renvoie au déni du génocide perpétré par les nazis à l'encontre des juifs lors de la Seconde Guerre mondiale. Il a aussi été utilisé à propos de la négation du génocide arménien par les autorités ottomanes pendant la Première Guerre mondiale. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'un déni des faits et des connaissances abondamment documentés par les historiens. Lorsque ce déni touche un domaine du savoir où la connaissance est établie sur des bases scientifiques, en l'occurrence celui de la médecine pour les dangers du tabac, il est parfaitement approprié de parler de « négationnisme scientifique ».

« Les négationnistes de la connaissance scientifique ont des motivations diverses. Ils peuvent être appâtés par les largesses de puissants lobbies, agir sous l'influence de l'idéologie ou de la foi, viser une notoriété médiatique ou simplement vouloir se démarquer. Les exemples pullulent. En réalité, le négationnisme ronge toutes les disciplines : l'histoire, la biologie, la médecine, la physique, la climatologie... Aucun champ n'est épargné. Y compris l'économie. C'est même sans doute la discipline confrontée au négationnisme le plus virulent. Ce n'est pas surprenant : en économie, les enjeux financiers sont plus importants que partout ailleurs, et les médias traitent en permanence de l'actualité économique. Le négationnisme économique peut donc rapporter beaucoup. Mais ses conséquences sont dévastatrices. À l'échelle de la planète, des politiques fondées sur des idées fausses se traduisent par des millions de chômeurs, autant de morts et l'appauvrissement de centaines de millions de personnes. Il n'y a pas que les mensonges sur les effets du tabac qui font des ravages. Le négationnisme économique est un fléau, il faut le combattre. »

De Sartre aux « atterrés »

« Dans trois textes datant de 1965, Jean-Paul Sartre a « théorisé » la différence entre les « vrais » intellectuels, forcément anticapitalistes, et tous les autres, les « faux » intellectuels, complices volontaires ou non du « système ». Pour Sartre, le vrai intellectuel est un « technicien du savoir » conscient que sa connaissance est façonnée par l'idéologie dominante. (...) Dès lors, l'intellectuel doit combattre l'idéologie dominante afin d'être en mesure de produire du vrai savoir. Il en résulte que le technicien du savoir doit d'abord extirper l'hydre capitaliste qui lui ronge le cerveau. (...)

« La théorie sartrienne continue d'inspirer les intellectuels « critiques » ou anticapitalistes. Telle est dans son principe la démarche des économistes qui s'autodéclarent « hétérodoxes » et prétendent s'opposer aux économistes qu'ils nomment « orthodoxes ». Que faut-il entendre derrière cette distinction? Les économistes « orthodoxes » représentent l'écrasante majorité des chercheurs dans le monde, même si beaucoup d'entre eux récusent ce qualificatif dont ils sont affublés par une minorité. Ils mènent des travaux théoriques et appliqués publiés dans des revues soumises aux mêmes règles que celles de toutes les autres disciplines scientifiques. Ils pratiquent l'économie comme une science expérimentale recherchant les causes des phénomènes. Pour savoir, par exemple, si une hausse du salaire minimum a un effet sur l'emploi, ils comparent des groupes de salariés bénéficiant de cette mesure avec des groupes de salariés similaires n'en bénéficiant pas.

« Les économistes hétérodoxes refusent d'entrer dans ce moule. Ils préfèrent rester fidèles à la conception sartrienne de l'intellectuel engagé et (forcément) anticapitaliste. En France, ils se reconnaissent pour la plupart sous la bannière des « Économistes atterrés ». En novembre 2010, ils ont publié un « Manifeste d'économistes atterrés », rédigés par Philippe Askenazy, Thomas Coutrot, André Orléan et Henri Sterdyniak, qui recense les « fausses évidences » inspirant la politique des pouvoirs publics (il faut évidemment comprendre les « fausses évidences » inspirées par les économistes orthodoxes). Ces Économistes atterrés, présents quasi quotidiennement dans les médias, accusent les économistes orthodoxes d'intervenir dans le débat public « pour justifier ou rationaliser la soumission des politiques aux exigences des marchés financiers ».

« (...) Ils dénoncent une science économique « orthodoxe » au service du (néo, ultra ou ordo) libéralisme, idéologie dominante contemporaine. Cette science ne sert qu'à défendre les intérêts de la classe dominante, composée selon la circonstance des banquiers, des grands patrons, des traders, des 1 % des plus riches... Dans ces conditions, l'utiliser pour améliorer le sort de ceux qui ne font pas partie de la classe dominante est une illusion. Il faut donc s'y opposer. »

Le rapport Gallois ou les « fables de l'industrie »

« Les grands patrons de l'industrie cherchent à se protéger de la concurrence en guerroyant contre Bruxelles ou en défendant avec ardeur le besoin d'une « politique industrielle » dont ils seraient les champions (et les bénéficiaires). Ils peuvent aussi à l'occasion tenter d'accroître leurs marges sur leurs concurrents en détournant à leur profit les politiques de baisse du coût du travail initiées par les pouvoirs publics. En 2012, Louis Gallois, président du conseil de surveillance de PSA Peugeot-Citroën, s'est illustré dans cette voie en remettant au Premier ministre de l'époque, Jean-Marc Ayrault, un rapport intitulé « Pacte pour la compétitivité de l'industrie française », connu sous le nom de « rapport Gallois ». La proposition la plus importante voulait créer un « choc de compétitivité » en diminuant d'environ 30 milliards d'euros les cotisations sociales pesant sur les salaires inférieurs à trois fois et demie le Smic.

« À la suite du rapport Gallois, Jean-Marc Ayrault a mis en place le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) qui, via un mécanisme effroyablement complexe de crédit d'impôt, vise à abaisser les charges des entreprises uniquement sur les salaires inférieurs à deux fois et demie le Smic, et non sur les salaires inférieurs à trois fois et demie le Smic comme le préconisait le rapport Gallois. Mais 2,5 au lieu de 3,5 change passablement la donne pour le secteur industriel, dont beaucoup de salariés sont payés entre deux fois et demie et trois fois et demie le Smic. Pour ce secteur, la manne des milliards d'abaissement de charges s'annonçait nettement plus maigrichonne que prévue.

« Hélas pour Louis Gallois, le consensus de la recherche économique est sans ambiguïté : afin d'obtenir un maximum de créations d'emplois, les abaissements de charge doivent être concentrés au voisinage du salaire minimum, c'est-à-dire sur les travailleurs peu qualifiés dont le taux de chômage est élevé. Et certainement pas sur les salaires sensiblement éloignés du Smic qui sont les plus fréquents dans le secteur industriel. Baisser les charges sur les hauts salaires des employés qualifiés, dont les taux de chômage sont faibles, se traduit essentiellement par un accroissement de leurs salaires. »

Les « écono-sceptiques »

« La guérilla contre la science s'appuie souvent sur des sociétés savantes qui produisent leurs propres « recherches » sans que celles-ci soient soumises aux procédures d'évaluation longues et pointilleuses, pilotées par les meilleurs experts, comme c'est la règle dans la science standard. Ces « procédures d'évaluation par les pairs » sont fustigées comme servant à éliminer toute pensée dissidente et permettant au contraire de promouvoir tout ce qui va dans le sens de la « pensée unique ». Dans le domaine du climat, pour s'opposer au consensus des experts regroupés au sein du GIEC, quelques grands groupes pétroliers ont eu l'idée de financer une société savante « alternative », c'est-à-dire climatosceptique. Le (petit) monde de l'économie française connaît de semblables péripéties.

« Depuis 1950, il existe une Association française de science économique (AFSE) ouverte à tous les économistes professionnels du monde académique, de l'Administration ou de l'entreprise. Mais les économistes hétérodoxes jugent cette association un peu trop mainstream - c'est-à-dire orthodoxe - à leur goût, ils ont donc créé en 2009 une société « écono-sceptique », à savoir l'Association française d'économie politique (AFEP) dans le but, cela va sans dire, de « défendre le pluralisme en économie ». (...)

« L'AFEP a failli réussir un véritable coup de force au sein de l'Université française. En France, le recrutement et la gestion des carrières des enseignants-chercheurs de l'université dépend du Conseil national des universités (CNU). Il est divisé en 77 sections disciplinaires, dont l'une d'entre elles est dévolue à l'économie. Mais les économistes hétérodoxes s'estimant brimés au sein de cette section ont réclamé en 2014 la création d'une section supplémentaire qui se serait appelée « Économie et Société » et qui aurait eu pour but « de reconnaître, dans l'université, un espace d'expression en rupture avec la pensée économique dominante ». (...)

« Dans l'Université française, l'économie a tout d'abord été enseignée dans les départements de droit, dont les critères d'évaluation reposent sur une communauté essentiellement nationale, du fait même des spécificités de cette matière. Ce n'est que progressivement que l'économie s'est autonomisée, en adoptant le mode de fonctionnement de toutes les disciplines scientifiques, ce que les signataires du Manifeste pour une économie pluraliste regrettent. La ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, et sa secrétaire d'État chargée de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Geneviève Fioraso, avaient formellement promis à l'AFEP la création de la section « Économie et Société ».

« De nombreux économistes et présidents d'universités se sont mobilisés contre cette initiative. Jean Tirole, prix Nobel d'économie en 2015, a écrit une lettre à Geneviève Fioraso dans laquelle il rappelle qu'il « est indispensable que la qualité de la recherche soit évaluée sur la base de publications, forçant chaque chercheur à se confronter au jugement par les pairs. C'est le fondement même des progrès scientifiques dans toutes les disciplines. Chercher à se soustraire à ce jugement promeut le relativisme des connaissances, antichambre de l'obscurantisme. Les économistes

autoproclamés "hétérodoxes" se doivent de respecter ce principe fondamental de la science. La création d'une nouvelle section du CNU vise à les soustraire à cette discipline ».

« Depuis la publication de cette lettre, Jean Tirole est la cible privilégiée de la vindicte des économistes hétérodoxes. Mais l'Université française l'a échappé belle. Elle a failli abriter en son sein une section ouverte à toutes les formes de négationnisme économique. »